

Burundi : appels à un "environnement favorable" pour les élections de 2015

@rib News, 06/02/2013 â€“ Source Xinhua Les représentants d'une vingtaine de partis politiques burundais ont plaidé mercredi devant le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, d'être leur ambassadeur auprès du Gouvernement en faveur de la création d'un environnement favorable à l'organisation des élections de 2015 dans un climat    apais     Guillaume Habarugira, Secrétaire national à la Propagande et la Mobilisation au Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD, parti d'opposition membre de l'Alliance des Démocrates pour le Changement, ADC-Ikibiri), a demandé au Gouvernement la    libération de l'espace politique  à pour tous les courants politiques, notamment en faisant en sorte que l'administration territoriale à la base ne soit plus une entrave à l'organisation des rassemblements des militants des partis politiques.

M. Habarugira a aussi réclamé que soit créé un cadre de débat politique contradictoire regroupant des représentants la mouvance gouvernementale et de l'opposition, en vue d'un consensus sur les amendements éventuels à apporter aux textes électoraux comme le code électoral et la loi communale en vigueur aujourd'hui. Pour sa part, Jacques Ngendakumana, Secrétaire général de l' t le du parti politique    Forces Nationales de Lib ration    (FNL, recon Gouvernement comme chef de file de l'opposition), a demandé au Gouvernement de    poser un nouveau pas en avant  à pour rassurer entre autres certains dirigeants des partis politiques d'opposition encore en exil, "   sur qui planeraient des mandats d'arrêt, qu'ils ne seraient pas arrêtés au cas o   ils atterriraient à l'aéroport international de Bujumbura   . Le député Charles Nditije, président de l'Union pour le Progrès National (UPRONA, partenaire-clé du Gouvernement), s'est fait l' vocat de la tolérance politique de part et d'autre afin que l'horizon politico-électoral 2015 puisse enregistrer des avancées notables dans le processus démocratique. M. Nditije a demandé au Gouvernement de donner un coup d'accélérateur au processus d'amendement des textes électoraux, afin que les acteurs politiques et la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) soient dotés de repères viables pour mieux se préparer aux prochaines élections. M. Nditije a recommandé aussi une forte transparence et de l'équité dans l'octroi de la carte nationale d'identité (CNI) dans le cadre de la constitution du fichier électoral en évitant la reproduction de    certaines occasions rat es    observées aux dernières élections de 2010 o   certains administrateurs communaux avaient distribué cette pièce de    manière obscure ou discriminatoire  à selon les obédiences politiques des demandeurs de tels services. Le ministre burundais de l'Intérieur a promis de relayer au gouvernement ces préoccupations des différents acteurs politiques pour de bons préparatifs des prochaines élections. Toutefois, a-t-il averti à l'endroit des dirigeants politiques encore en exil,    l'appel du gouvernement pour  leur retour au pays natal, n'est conditionné à une quelconque faveur politique, en l'occurrence la mise à leur disposition des forces spéciales pour leur sécurisation ou l'intégration de leurs militants dans des instances électives, notamment parlementaires   .